Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Hors Série
Juin 2018

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Dejacques en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Jules Durand : anarchiste ou socialiste révolutionnaire (allemaniste) ?

C'est en substance ce que nous proposent Jean-Pierre Castelain et John Barzman. Dans l'édition de *Paris Normandie* du mardi 12 septembre 2017, ces deux universitaires précisent leur point de vue : « Le syndicalisme révolutionnaire était pluriel avec deux tendances bien identifiées en son centre : l'une dite à l'époque « libertaire », l'autre dite à l'époque « socialiste révolutionnaire », la première incarnée au Havre dans ces années par Cornille Geeroms, la seconde par Charles Marck, sans que l'on puisse dire aujourd'hui à laquelle appartenait Jules Durand. »

Mettre les deux courants, syndicaliste libertaire et syndicaliste allemaniste, au même niveau, à égale importance au moment de l'Affaire Durand, c'est méconnaître les rapports de force au sein de la Bourse du Travail à cette époque. Si les socialistes allemanistes sont à l'origine et à la direction de la Bourse du Travail au Havre en 1898, au moment du procès aux Assises de Durand, ils représentent la partie congrue du syndicalisme dans notre localité et il serait vain de les chercher à la tête des principaux syndicats ouvriers.

De plus, Charles Marck a quitté Le Havre en 1903 et le courant allemaniste s'est dissous dans la S.F.I.O. après le congrès d'unification des différentes tendances socialistes en 1905.

Le choix des mots et des obédiences politiques est important car les anarchistes ne participent pas aux joutes électorales alors que les socialistes y compris révolutionnaires se présentent au suffrage des électeurs. L'analyse de Monsieur Barzman nous paraît erronée car elle part du principe qu' « Au Havre, la tendance dite « allemaniste » (de Jean Allemane, vétéran de la Commune, dirigeant socialiste) conduit de nombreux socialistes à se consacrer entièrement au travail syndical, laissant à d'autres socialistes, membres du Parti, la tâche de conquérir le pouvoir municipal »[1]. Rien n'est plus faux localement car les socialistes révolutionnaires de tendance allemaniste se présentent systématiquement aux élections municipales et font même liste commune avec les socialistes d'autres tendances. On les retrouve comme candidats sur une liste dite « Comité Républicain Socialiste » lors du scrutin du 3 Mai 1896 ainsi qu'aux élections municipales du 3 Mai 1900 sous l'étiquette de Comité électoral socialiste havrais. Charles Marck se présente en tant que Président de la Chambre syndicale du Port en 1896 et en tant que Secrétaire Général de la Bourse du Travail et Ouvrier du port en 1900.

C'est dire que Charles Marck n'hésite pas à utiliser son titre de responsable syndical lors des élections municipales. D'autres allemanistes comme Hanriot, Duchesnay, Verson…sont aussi présents lors de ces élections. Les allemanistes havrais ne se désintéressent donc pas du pouvoir municipal même s'ils ne mordent finalement que très peu sur l'électorat ouvrier. Il suffit d'analyser les résultats aux diverses élections avant 1914. (cf l'annexe/ Elections municipales)

1901 : le tournant syndical au Havre

Charles Marck est élu secrétaire de la Fédération nationale des Ports et Docks et Fleuves de France et d'Algérie lors d'un premier congrès se déroulant au Havre les 13 et 14 avril 1901.[2]

A la suite du Premier Mai 1901, le Maire du Havre, Monsieur Marais, prit un arrêté de fermeture de la Bourse du Travail. Sans revenir sur les justifications et conditions de cette fermeture par le Conseil municipal du Havre, ce sont plutôt aux conséquences de cette éviction que nous allons nous attacher : « La fermeture de la Bourse du Travail fut le signal de la débandade. Les syndicats s'éparpillèrent et échappèrent dès lors à la discipline rigoureuse qu'avait su leur imposer l'énergie de Marck.

1 John Barzman, Dockers, Métallos, Ménagères, 1912-1923, Publications des universités de Rouen et du Havre, 1997, p.80

2 A.N. F/7/13699

Celui-ci tenta en vain de les rallier rue Lafontaine où il installa une Bourse du Travail provisoire, mais les syndicats commencèrent à montrer quelque indépendance et au sein des syndicats même l'union n'existait plus que sur les questions purement professionnelles et les étrangers aux syndicats n'étaient plus écoutés.

Devant cet échec, Marck fonda quelque temps après la Maison du Peuple, rue Lemaître. C'est là que tenait ses assises la Fédération des Chambres syndicales ouvrières mais elle n'existait plus que de nom. »[3]

La Maison du Peuple ou l'indépendance syndicale mise à mal.

Les dirigeants syndicalistes de l'ancienne Bourse du Travail vont utiliser la nouvelle loi d'association 1901 pour essayer d'asseoir à nouveau leur autorité. Le Sous-Préfet du Havre par application de la loi du 1er juillet 1901 délivre un récépissé concernant une association sous le titre de « Société coopérative des Travailleurs Havrais » (Maison du Peuple) et indique au Préfet de Seine-Inférieure :

« Je crois devoir appeler votre attention sur l'article 4 des statuts ci-joints ainsi que sur l'article additionnel. Le secrétaire est M. Marck et le secrétaire adjoint M. Laville. **Leur but est de reconstituer sous un autre nom, la Bourse du Travail, fermée depuis le 2 mai dernier. »**

Les administrateurs de la Maison du Peuple sont :
Secrétaire : Marck
Secrétaire adjoint : Laville
Trésorier : Montagne
Trésorier adjoint : Ducret (Statuts envoyés le 29 juillet 1901)

Les administrateurs associés sont : Duchesnay, Laville, Montagne, Mulot, Marck, Ducret fils, Chery, Guillemard, Bernard, Goré.

Les administrateurs participants: Chauvel, Cotton, Bouvier, Rousseau, Duprey, Gauthirot, Morin, Maynial, Limare, Plumangat.

C'est Gaston Laville qui est chargé du dépôt de la déclaration pour la Maison du Peuple. (Le titre de la Société est Maison du Peuple du Havre).[4]

Les autorités entendent souligner le but affiché par les dirigeants syndicalistes à savoir propager les idées socialistes : Article 4 des statuts de la « Société coopérative des Travailleurs Havrais », Page 1 : « La Maison du Peuple a pour objet :

L'étude des questions sociales d'après les données de la science et du développement historique et économique moderne. – La propagande et la diffusion des idées socialistes, par la création de bibliothèques, cours, conférences, correspondances, congrès, etc.

La formation de groupes amicaux, corporatifs, coopératifs, mutualités, universités populaires, cercles d'études sociales, caisse de solidarité et généralement toute institution, ayant pour but la satisfaction de tous les besoins intellectuels, moraux et matériels des travailleurs. […]

Article additionnel : « La Maison du Peuple du Havre s'engage à fournir aux syndicats adhérents à la Bourse du Travail libre, tant qu'elle sera appelée à fonctionner, les locaux qu'ils pourront avoir besoin, pour y établir leurs bureaux et tenir réunions. (P. 8 des statuts) »[5]

Le siège social de la Société, à compter du 25 Décembre 1904 est situé 134, rue d'Etretat (Déclaration déposée à la Sous-Préfecture le 15 Mars 1905).

Cette Maison du Peuple continuera à exister sur le papier au moins jusqu'en 1906 puisque la Sous-Préfecture reçoit une déclaration du bureau de celle-ci :

« Le Sous-Préfet de l'arrondissement du Havre certifie avoir reçu de M. Goré Albert [6], 134, Rue d'Etretat, secrétaire général, une déclaration en date du 28 avril 1906 par laquelle il fait connaître que la Société dite « Maison du Peuple » dont le siège social est au Havre, 134, rue d'Etretat, a nommé, dans sa réunion du 27 avril 1906, son bureau comme suit pour 1906 :

Secrétaire Général : M. Goré Albert ;
Secrétaire adjoint : M. Duchesnay ;
Trésorier : M. Laville ;
Trésorier adjoint : M. Gournay

Nous constatons que si les syndicalistes socialistes, y compris allemanistes, effectuent une certaine besogne syndicale, la politique n'est jamais bien loin : participation aux élections municipales et propagation des idées socialistes via les syndicats.[7]

3 A.N. F/7/ 13619
4 ADSM 4M 572
5 ADSM 4M 572
6 Goré Albert, responsable du syndicat des ouvriers et ouvrières des Tabacs du Havre. En 1910, plusieurs syndiqués démissionnèrent et fondèrent un groupement indépendant suite à des dissensions internes. En 1911, Goré perd son autorité et disparaît de la ville, se sachant inculpé dans une affaire de vol de montre. A.N. F/7/ 13619

7 Le P.S.O.R. (Parti Socialiste Ouvrier Révolutionnaire) de Jean Allemane fusionne en 1902 avec les Socialistes indépendants (Jean Jaurès) et la Fédération des travailleurs socialistes de France (Brousse) pour créer le Parti socialiste français. Puis en 1905, c'est la création de la Section Française de l'Internationale Ouvrière. Le P.S.O.R. se caractérise par son intérêt pour l'action syndicale, la grève générale et l'antimilitarisme. Cependant, le courant allemaniste va se trouver noyé dans le Parti Socialiste unifié et son influence va décroître. On peut situer l'âge d'or de ce courant entre 1890 et 1902.

Charles Marck quitte Le Havre, le 15 Janvier 1903 à destination de Londres puis vient se fixer à Paris en décembre 1905. Charles Marck n'est donc plus présent au Havre à compter de janvier 1903 et il n'a plus guère d'influence au niveau local. Dès son retour à Paris, il travaille pour le compte de la C.G.T. comme délégué en province. Arrêté à Paris en vertu des lois scélérates suite à des événements s'étant produits à Nantes en 1906, il subit des interrogatoires et c'est au cours de l'un d'eux que le juge d'instruction lui apprit que la police havraise avait fourni un rapport dans lequel on lui reprochait d'être parti avec la caisse du syndicat des marins ; de plus, il possédait des propriétés dans différents quartiers, et notamment à la campagne ; il était violent…C'est l'anarchiste Cornille Geeroms qui le défend dans Vérités : « Notre camarade était ce qu'il est encore aujourd'hui : un homme trop honnête. Il était entré comme militant dans les organisations ouvrières, avec les mains propres et vides ; elles sont encore telles. »[8]. Ces calomnies furent relayées et colportées dans le milieu ouvrier havrais; ce que Geeroms qualifia de « veulerie ouvrière ».

Le 15 juin 1907, Marck est condamné à un an de prison par la Cour d'Assises de Nantes. Le 2 février 1909, il est élu à la suite d'Albert Lévy, trésorier de la C.G.T. C'est l'anarchiste Adrien Briollet qui l'annonce dans Vérités. Ce dernier signale de même l'élection de Niel (24 février) comme secrétaire général de la Confédération à la place de Griffuelhes (28 voix pour Niel contre 27 à Nicolet, 1 à Griffuelhes et 3 abstentions). Nous apprenons ainsi que les dirigeants havrais avaient choisi la candidature de Nicolet « tout d'abord en tant que révolutionnaires désirant affirmer de nouveau les principes adoptés au Congrès de Marseille, ensuite – tout en ayant beaucoup d'estime pour Griffuelhes – en tant que partisans de la non-rééligibilité des fonctionnaires confédéraux ».[9] Cette prise de position est loin d'être anodine.

1907 : Nouvelle donne à la Bourse du Travail au Havre

Le 17 novembre 1907, les syndicats havrais fondent l'Union des Syndicats du Havre et de la région (U.S.H.). Ernest Genet, militant socialiste et représentant de commerce loue un immeuble au 160, Cours de la République et au 8, Rue Jean Bart. Côté Cours de la République, s'installe une Brasserie du Peuple et rue Jean Bart, de vastes locaux pour la Bourse du Travail sont aménagés. L'immeuble est appelé communément « Maison du Peuple ».[10]
Les syndicalistes entendent être maîtres chez eux et indépendants de tout parti politique : « Les syndicats du Havre, réunis en Congrès le dimanche 17 novembre 1907, affirment de nouveau et d'accord avec les décisions du Congrès d'Amiens [11] (C.G.T.) leur indépendance absolue de tout parti politique. En ce qui concerne particulièrement Le Havre, où une confusion regrettable pourrait se produire à cause de la proximité d'autres groupes dans un même bâtiment, ils affirment la nécessité de rester complètement en dehors de ces autres groupements et de n'avoir aucune relation avec eux. Les syndicats, réunis dans l'Union régionale, sont absolument maîtres chez eux et autonomes dans la partie de l'immeuble qui leur est sous-louée ».[12]
Nous constatons ainsi une autre tonalité vis-à-vis du parti socialiste. Les syndicats ne sont plus là pour effectuer de la propagande socialiste et ils doivent agir en dehors de tout parti politique.

Dans le paragraphe 4 de l'article 1 des statuts de l'Union des Syndicats du Havre et de la région, on y trouve conformément à la Charte d'Amiens un passage relatif à l'indépendance syndicale vis-à-vis de tout parti politique : « De faire dans la localité et dans la région l'union de toutes les forces ouvrières de toutes professions sur le terrain exclusivement économique en dehors de toute école politique. »[13]

La position libertaire est bien présente : on agit exclusivement sur le terrain économique loin de toute politique politicienne. Cependant deux syndicats, en 1907-1908, rechignent à cette indépendance. Le syndicat des Marins qui soutient la candidature de René Coty et effectue une campagne d'affichage dans ce sens. Cornille Geeroms [14] qualifiera cette candidature de « candidature ploutocratique et radicale du troisième canton ».[15] Tant qu'aux syndicats du port, nous apprenons par Vérités, le journal de l'U.S.H., qu'ils combattirent les statuts de la nouvelle Union :

« Quand nous fondâmes l'Union des Syndicats au Havre, les syndicats des ouvriers du Port : marins, voiliers, camionneurs et port, n'acceptèrent point nos statuts malgré la part active qu'ils prirent à les combattre afin de détruire l'œuvre que nous entreprenions. Ces derniers fondèrent l'Union des syndicats des ports de la Manche et demandèrent à la C.G.T. leur affiliation. La Confédération répondit que cette organisation faisait double emploi avec la nôtre… »[16]

Nous percevons une certaine animosité des socialistes envers les libertaires. Il faudra attendre le 24 septembre 1909 pour que le syndicat des dockers adhère à la Bourse du

8 *Vérités* du 15 Mai au 15 juin 1907. Vérités est alors l'organe social, économique et scientifique des Syndicats ouvriers, Coopératives et Universités Populaires.
9 *Vérités* du 1er Mars 1909
10 Actuel Magasin Tati, Cours de la République

11 Quelques syndicalistes ne veulent voir dans la Charte d'Amiens que l'indépendance syndicale vis-à-vis de tous les partis politiques, mais se cantonner à ce seul aspect se révèle très réducteur, occultant de fait le côté alternatif de la Charte visant à ce que l'organisation syndicale devienne « le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale ».

12 *Le Petit Havre* du Dimanche 24 Novembre 1907
13 A.N. F/7/ 13619
14 Militant libertaire. Futur secrétaire général de l'USH au moment de l'Affaire Durand
15 *Vérités* N°12-Année 1907
16 *Vérités* N° 23 du 15 juin-15 juillet 1908 ; les syndicats depuis le Congrès de Montpellier en 1902 doivent être adhérents à leur Fédération et à leur Bourse du Travail.

Travail du Havre.[17] Par la suite, de nombreux libertaires seront à la tête de ce syndicat.

Au niveau de l'U.S.H., on sent de plus en plus l'emprise des syndicalistes libertaires à la veille de l'Affaire Durand.

L'Union a organisé une conférence faite le 12 août 1909 par Pataud [18], secrétaire du syndicat des électriciens de Paris ; un punch le 30 septembre en l'honneur des conscrits ; un meeting de protestation contre l'exécution du pédagogue anarchiste, Francisco Ferrer, le 23 octobre 1909 et le lendemain, une manifestation dans la rue en l'honneur de ce dernier.

En dehors du Premier mai, il y eut de nombreuses grèves soutenues par l'Union : ouvriers de la Westinghouse, des terrassiers [19], des ouvriers du port (Octobre 1909), les mouleurs de la Westinghouse [20]. L'Union a organisé des conférences et meetings à propos des événements de Draveil, du mouvement des PTT, du voyage du Tsar en France, de l'exécution de Ferrer, du départ des conscrits…[21]

L'anarchiste Adrien Briollet est élu secrétaire général de l'Union des Syndicats du Havre lors du troisième congrès régional du 21 novembre 1909.[22]

Si les anarchistes sont présents dans les manifestations et la contestation de l'ordre établi, ils œuvrent aussi concrètement pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et créent des outils au service de la classe ouvrière :

Bureau de placement pour les adhérents, Bibliothèque, Caisse de secours en cas de maladie dans certains syndicats, Caisse de chômage en dehors des grèves dans certains syndicats, Viaticum (secours de route), Cours professionnels, le journal mensuel « Vérités » crée par les mouleurs en 1906, la clinique médicale fondée en 1908 et dirigée par le Docteur Houdeville, l'Imprimerie coopérative de la Rue Hélène fondée sous l'impulsion d'Adrien Briollet, les consultations juridiques…

A la veille de l'Affaire Durand, ce ne sont plus les allemanistes qui ont le vent en poupe au Havre sur le plan syndical mais bien les syndicalistes libertaires.

Abstention élevée au Havre

Au second tour des élections municipales au Havre, lors du scrutin de ballotage du 10 mai 1908, une seule liste complète reste sur les rangs, celle de Génestal qui est donc élu maire du Havre. Les socialistes maintiennent au second tour une liste de quatre personnes : Nordet, Hanriot, Duchesnay et Goré. Alors que le dernier candidat de la liste Génestal recueille 10940 voix, Nordet le premier de la liste socialiste et ouvrière n'obtient que 4201 voix [23]. L'échec des socialistes est encore patent.

La ville du Havre se caractérise par un fort taux d'abstention récurrent lors des joutes électorales, généralement entre 8 et 10% au-dessus de la moyenne nationale. Ce phénomène constaté par Jean Legoy et J.P. Lousse trouve sa source selon eux dans les effets de la propagande antiparlementaire des anarcho-syndicalistes. Aux élections municipales de 1900 à 1912, l'abstention se situe entre 30 et 43%. Aux législatives du 25 avril 1914, ce taux est de 42,5% pour la première circonscription et de 30,4% pour la deuxième.[24]

Les propos de Jean Legoy et J.P. Lousse peuvent être étayés par le fait que les anarchistes interviennent dans le milieu ouvrier depuis les années 1880 : parution de l'hebdomadaire anarchiste *L'Idée Ouvrière* en 1887-1888, conférences

17 Pierre Aubéry, Les dockers du port du Havre, Droit social Mai-Juin 1950, Articles du *Havre Libre* de Janvier 1950, La Révolution Prolétarienne, Juin 1951

18 Émile Pataud et Émile Pouget écrivent une brochure intitulée « Comment nous ferons la Révolution », en 1909

19 Grève du 28 juin au 9 août 1909 ; bilan de cette grève : 36 arrestations et 308 jours de prison distribués

20 Les mouleurs firent grève du 19 novembre 1909 au 14 février 1910 ; Geeroms est secrétaire du syndicat des mouleurs

21 A.N. F/7/ 13619

22 P. Rannou, Les 110 ans de l'Union locale CGT du Havre, Editions du Libertaire, Yvetot, 2007, p.86

23 *Le Petit Havre* du lundi 11 Mai 1908

24 Jean Legoy, Le Peuple du Havre et son Histoire, 1800 à 1914, Le Havre, 1984, p.387

multiples de Tortelier, Louise Michel et Sébastien Faure.[25] Louise Michel se rend au Havre la première fois pour animer deux conférences le 22 janvier 1888 et répond ainsi à l'invitation des groupes anarchistes havrais. Six cents auditeurs viennent à la première réunion et plus de 2000 à la seconde. Cette deuxième conférence sera le théâtre d'une tentative d'assassinat à son encontre. [26] Sébastien Faure intervient en faveur de Jules Durand, dans la grande salle Franklin, devant 2500 personnes, le 29 décembre 1910.[27] Sous les auspices de l'U.S.H., il anime une conférence contre la vie chère, contre les lois scélérates et contre la guerre, le 16 novembre 1911 [28].De même, lors du meeting du 16 avril 1913 contre la guerre, il anime une conférence présidée par Henri Vallin, secrétaire de l'USH et de Votte, du bâtiment, devant 800 personnes à Franklin [29] . Sans compter les réunions contradictoires concernant les sujets philosophiques. Par exemple la controverse au théâtre cirque du Havre, le mardi 17 septembre 1907, entre Sébastien Faure et Marc Sangnier, président du Sillon.

Mais le grand orateur libertaire, Sébastien Faure, n'est pas le seul à intervenir.

Les anarchistes interviennent à plusieurs niveaux selon leurs affinités. Outre les conférenciers d'envergure nationale qui animent des réunions, les libertaires s'organisent aussi par eux-mêmes, localement.

Dans un rapport du 26/8/1908 du chef de la sûreté, il est indiqué que Briollet organise des causeries libres, rue Jean Bart, à la Bourse du Travail et qu'il est en liaison avec Torton de Rouen. Les syndicalistes libertaires font venir Girault pour une série de 3 conférences en octobre de la même année.

Dans sa deuxième conférence publique et contradictoire à la Maison du Peuple : « M. Girault a déclaré comme hier que les anarchistes ne s'occupaient pas des lois mais par simple formalité il a invité trois camarades à monter sur l'estrade près de lui, les nommés Briollet, Loiseau et un troisième resté inconnu ont répondu à son invitation. Le citoyen Girault après avoir informé les contradicteurs qu'ils pourraient librement lui répondre, est entré immédiatement dans son sujet : Dieu et Patrie ».[30]

A la fin de la conférence, le sieur Fauny a pris aussi la parole pour faire plusieurs remarques et poser quelques questions au citoyen Girault. Il lui a demandé notamment de s'expliquer sur le syndicalisme, les coopératives, et le suffrage universel. Le conférencier a répondu qu'il reniait le suffrage universel, que les ouvriers avaient à voir s'ils trouvaient un avantage dans le syndicalisme et les coopératives mais que ce n'était pas les vrais moyens d'arriver à la transformation sociale. »

A chaque soirée, environ 250 personnes assistaient aux réunions.[31]

En 1911, le groupe anarchiste-communiste dont Briollet est l'animateur affiche des heures de permanence à la Maison du Peuple [32]. La même année se constitue un groupe individualiste d'une quinzaine de personnes autour du serbe Joctez Pétrovitch.[33] Celui-ci n'a aucune relation avec les dirigeants de la Maison du Peuple et n'a aucun rapport avec les nommés Loiseau, Dugué, Briollet et Geeroms, c'est-à-dire les anarchistes dirigeants de la Bourse du travail.

Le nommé Pétrovitch entretient personnellement des relations amicales avec le nommé Briollet mais ce dernier se désintéresse complètement du groupement anarchiste qui vient de se constituer.

Les anarchistes peuvent donc être syndicalistes ou non. Mais c'est dans les syndicats qu'ils ont le plus de poids et de possibilités de faire de la propagande. Quand en mars 1912, un groupe des « Amis de la Bataille syndicaliste » se forme au Havre, avec une cinquantaine d'adhérents, ce sont deux syndicalistes libertaires qui en sont les principaux militants : Louis Parisot et Raoul Lenôtre dit « Beaudouin ».

Après l'Affaire Durand, un meeting est organisé au Havre le mardi 23 février 1912 contre les lois scélérates, contre les lois d'exception, avec pour orateur Péricat, secrétaire de la Fédération du Bâtiment : « Ces lois, faites en 1893-94 pour étouffer le mouvement anarchiste, sont restées

25 Louise Michel se rend au Havre cinq fois. Le 31 Mai 1897, une conférence au Cercle Franklin est conjointement animée par Louise Michel et Sébastien Faure (sur la philosophie libertaire) devant 2000 personnes ; les conférenciers sont présentés par Hanriot. Mercredi 28 octobre 1896 : conférence de Sébastien Faure, salle Franklin, sur la société future (l'affiche indique qu'il y exposera sa philosophie libertaire) devant 1500 personnes (Bureau : les socialistes Genet, Castagné et Duménil)

Premier novembre 1896, salle Franklin, 500 personnes assistent à la réunion. Pourquoi Sébastien Faure est révolutionnaire puis pourquoi de révolutionnaire, il est devenu anarchiste. ADSM 4M 2695.

26 P. Rannou, La tentative d'assassinat de Louise Michel au Havre, Pièce de théâtre, Le Libertaire janvier 2018. Le Petit Havre du 23 janvier 1888

27 *Le Progrès* du 31 décembre-5 Janvier 1911

28 Histoire méconnue et oubliée du syndicalisme havrais, 1907-1939, Le Libertaire Hors- série, Tome 1, 1996, p.168

29 John Barzman, Dockers, Métallos, Ménagères, 1912-1923, Publications des universités de Rouen et du Havre, 1997, p.79

30 ADSM 4 M 2695

31 ADSM 4 M 2695

32 A.N. F/7/ 13055

33 Fin juin, réunion pour constituer un groupe anarchiste chez Pétrovitch :

Leblanc (ouvrier métallurgiste) ; Prévost Marcel (journalier) ; Hamard (camelot), Drouet Marcel (journalier) ; Ruelland et sa compagne ; Couturier Fernand (employé de commerce) ; Leroy (journalier au port) ; Scaglia (journalier) ; Deloge et sa compagne (forains) ; Lioust (Chauffeur d'automobile chez Thiraud et Morel) et Penanhouat Ernest (journalier). (Réunion du 21 juin) Nouvelle réunion le 26 juin 1911: Scaglia, Prévost, Penanhouat, Guignet (ancien navigateur) accompagné de deux femmes, Colette (ouvrier imprimeur), Drouet, Lioust, Leroy, Hamard, Ruellan et sa compagne.

inappliquées pendant un certain temps. Aujourd'hui, les gouvernants veulent s'en servir pour les syndicalistes coupables seulement d'être les porte-paroles des travailleurs organisés. »

En 1912, les principaux syndicats de la place du Havre ont des dirigeants anarcho-syndicalistes à leur tête. Pour les dockers : Hervieu, Guillaume Le Moal et Raoul Lenôtre ; pour les métallurgistes : Chauvin, Legrain et pour le bâtiment Votte, Parisot...

Comme nous pouvons le constater, les anarcho-syndicalistes ont des assises solides dans des corporations qui emploient une main d'œuvre ouvrière nombreuse.

Quant aux allemanistes, nous avons vu que Charles Marck ne milite plus au Havre[34], Gaston Laville est décédé aux Quatre-Mares en 1908 tout comme Rathier un autre fondateur de la Bourse du Travail en 1898. Le parti allemaniste n'existe plus depuis 1902 et Hanriot, un des fondateurs du P.S.O.R. au Havre restera fidèle jusqu'à sa mort en 1915 au parti socialiste qu'il a contribué à unifier localement. John Barzman indique d'ailleurs à juste titre qu' « En décembre 1913, Allemane scissionne du Psu et fonde un petit parti révolutionnaire opposé à la collaboration avec les radicaux et au parlementarisme, mais ses anciens partisans au Havre ne rejoignent pas ce parti, du moins avant que la déclaration de guerre ne le fasse disparaître ».[35]

Dans ces conditions, au moment où Jules Durand reconstitue le syndicat des charbonniers en 1910, on voit mal pourquoi ce dernier aurait rejoint les allemanistes qui n'existent quasiment plus syndicalement parlant, plutôt que les libertaires qui dirigent la Bourse du Travail et se révèlent être un bon point d'appui pour la tâche syndicale. De plus, nous savons que le syndicat jaune de Vannequé, l'Union corporative indépendante anti-révolutionnaire, a été fondé pour lutter contre les anarchistes de la Bourse du Travail et que Vannequé était un ennemi déclaré des théories de Durand.[36]

Mais laissons plutôt la parole à Charles Marck à propos de l'affaire Durand. Il a connu Jules Durand alors que ce dernier était apprenti bourrelier mais à aucun moment il n'indique que Durand a milité avec lui au Parti socialiste :

« Et me voici arrivé à entreprendre de parler de cette scandaleuse affaire, qui passionna tous les milieux et dans laquelle la justice bourgeoise étala d'une façon odieuse, toute la haine qu'elle était susceptible de professer vis-à-vis de la classe ouvrière et jusqu'à quel point elle était capable d'exercer sa vengeance contre elle.

Je connaissais particulièrement notre camarade Durand, depuis l'époque où il travaillait, en qualité d'apprenti, chez un bourrelier, qui habitait dans l'immeuble où je logeais moi-même, Cours de la République, au Havre.
Je l'avais perdu de vue, à la suite forcée de mon départ, pour Londres. Je devais le retrouver, comme ouvrier charbonnier, dont il devint secrétaire, au moment de la grève de 1910.

Je rappelle pour mémoire, que cette grève avait éclaté pour protester contre l'emploi d'un appareil de transbordement du charbon – appareil dit : Clarke, du nom de l'inventeur – lequel supprimait une grande quantité d'ouvriers et qui, en une vingtaine d'heures, était capable de faire le travail d'une quantité de travailleurs, pouvant aller jusqu'à 150, à raison de 150 à 200 tonnes à l'heure. Le travail consistait à remplir les soutes du steamer « Provence sur lequel était tenté l'expérience.

Comme toujours, la Compagnie Générale Transatlantique, à qui appartenait le navire, avait fait appel aux jaunes et elle en trouva qui, sous la conduite d'un nommé Dongé furent employés à des conditions supérieures à celles que les charbonniers avaient posé pour la reprise du travail.

Ce Dongé était un alcoolique invétéré et père de 3 enfants, il avait abandonné sa famille. Une véritable brute, dans toute l'acceptation du mot. Soupçonné à juste titre d'être un mouchard, il avait été chassé d'une réunion, dans laquelle il s'était faufilé et, cela malgré l'intervention de Durand.

Diverses entrevues avaient été sollicitées par le syndicat et, aussi, par le juge de paix, mais les directeurs de la Compagnie transatlantique ne voulurent rien entendre.

Les réunions se poursuivaient dans le calme le plus complet, au grand dépit des magnats maritimes du port. Durand exhortait ses Camarades à ne pas flancher et à rester ferme dans leurs revendications.

Le 9 septembre, et après deux jours et deux nuits d'un travail sans arrête, Dongé, qui possédait quelques pièces de cinq francs, se rendit dans un café situé à l'extrémité du port, sur le quai d'Orléans, y but force « petits sous » arrosés de nombreux verres d'alcool, et ce pendant toute une partie de l'après-midi. Il ne quitta le bistrot que pour aller acheter un révolver puis, il revint au débit qu'il avait quitté auparavant et continua à boire.
Il y avait d'autres charbonniers qui avaient également bu pas mal, et se trouvaient dans un état d'ébriété, comme l'était Dongé lui-même, et à qui ce dernier chercha que-

Almeyreida de la Guerre sociale exprime ses regrets de savoir que les camarades du Havre refusaient de fonder une section de « Jeunes gardes révolutionnaires ». Le sieur Prévost a proposé de faire une causerie chez Pétrovitch sur l'individualisme. Proposition adoptée). Loisel rejoint le groupe libertaire aussi. 120 ans d'anarchisme au Havre, Le Libertaire, Le Havre, 2000

34 Si Marck revient ponctuellement au Havre, c'est en tant que trésorier confédéral ou en tant qu'orateur de la Confédération.

35 John Barzman, Dockers, Métallos, Ménagères, 1912-1923, Publications des universités de Rouen et du Havre, 1997, p.88

36 A.N. BB/18/6305

relle, en faisant sonner l'argent qu'il avait dans sa poche. Reprochant à Dongé son attitude dégoûtante, les ouvriers se retrouvèrent sur le trottoir, où les avaient provoqués les insultes de Dongé, à qui ils répondaient. Et une bagarre de courte durée éclata. Et par une simple poussée donnée à Dongé, celui-ci tomba à terre, la tête sur le bord du trottoir et en mourut le lendemain.

Alors, tels des chacals, tout ce que le Havre comptait d'exploiteurs et de journalistes à leur solde, hurlèrent à l'assassinat prémédité et accusèrent nettement Durand d'avoir causé cette mort, par suite de ses provocations au meurtre. N'avait-il pas dit « qu'il fallait supprimer des rangs des grévistes les alcooliques et les perturbateurs qui viennent dans les réunions ».

Une campagne s'échafauda sur ce thème et elle aboutit à l'arrestation de Durand, qui fut emprisonné. En même temps que lui, on procédait à l'arrestation des Camarades Gaston Boyer et de son frère Henri, trésorier et secrétaire-adjoint du syndicat. Quatre autres ouvriers charbonniers les rejoignirent ; les auteurs involontaires de la mort de Dongé, les nommés Lefrançois, Couillandre, Bauzin et Mahieu – tous quatre parfaitement inconnus au syndicat. Mais alors que le casier judiciaire des Membres du bureau était vierge, ceux des quatre inculpés était déjà garni de condamnations antérieures.
Est-il besoin de dire que la grève fut terminée, sur le coup, au grand bénéfice des manutentionnaires de la Cie Transatlantique, dont l'un d'eux, qui avait pris la tête de la campagne infâme contre Durand se nommait Ducrot.

Il était aidé dans sa funeste tâche, par son chef d'armement, Delarue, chargé spécialement d'influencer quelques ouvriers, pour leur faire déposer que la mort de Dongé avait bel et bien été votée dans une des réunions à laquelle ils avaient assisté.

L'instruction fut confiée au juge Vernis. Elle ne traîna pas et c'est devant la Cour d'Assises de la Seine-Inférieure que cette caricature judiciaire traîna nos Camarades et les autres inculpés.

Et le Vendredi 25 Novembre 1910, le prolétariat français apprit, avec stupeur, que Durand, rendu moralement responsable de la mort de Dongé, était « condamné à mort » ; les frères Boyer étaient acquittés. Quant à Mathieu, il était gratifié de 15 ans de Travaux forcés ; Couillandre et Lefrançois étaient gratifiés de 8 années de la même peine, ce dernier étant relégué.

Ainsi se termina ce procès qui fut certes l'un des plus scandaleux, à mettre à l'actif de juges, qui en comptaient pourtant déjà d'autres aussi ignobles.

L'indignation, partout, était à son comble. Le port fut déserté et la Bourse du Travail organisa immédiatement une grande manifestation qui, d'ailleurs, fut dissoute, par la police, avant même qu'elle ait pu se dérouler jusqu'au Rond-Point, à quelques trois cents mètres de « Franklin »[…][37]

Marck fait référence à ses anciens camarades de parti et si Durand avait milité avec lui, de la même manière, il l'aurait signalé. A titre d'exemples dans ses mémoires, nous trouvons les indications suivantes :

« 1er Mai 1909 – Nouvel emprisonnement […]

Mon arrestation fit un certain bruit et sa répercussion se fit même sentir à la Chambre des Députés, où Allemane et Alexandre Varenne, interpellèrent Clémenceau, sur la violation de domicile et l'arrestation illégale, dont j'avais été l'objet, surtout sans mandat d'arrêt d'aucune sorte. »[38]

Puis alors qu'une confusion s'effectue à propos de sa situation militaire et celle de son frère, Jennequin, devenu adjoint au Maire du Havre, signe un document indiquant que Marck est inconnu dans cette ville. Erreur manifeste et document signé à la va-vite: « Ainsi donc, le signataire de cette pièce officielle, était celui qui nous défendait, comme avocat, lorsqu'il nous arrivait d'être en difficulté avec la justice havraise, mais j'avais appartenu au même parti socialiste et nous fûmes plusieurs fois candidats,

37 Mémoires de Charles Marck : Sur les routes que j'ai parcourues. Pages 58, 59 et 60. Document que l'on peut consulter au Musée Social de Paris (CEDIAS).
38 Mémoires de Charles Marck, op.cit. p. 53

sur les mêmes listes électorales. » [39]

Alors que Cornille Geeroms signe dans *Vérités* un article de première page intitulé « Antivotard »[40], nous constatons que sur le plan politique, la question électorale n'est pas envisagée de la même manière entre anarchistes et socialistes, fussent-ils révolutionnaires.

Nous nous situons en droite ligne des œuvres pionnières d'Armand Salacrou (Boulevard Durand) et d'Alain Scoff (Un nommé Durand) qui valident, sans ambiguïté aucune, la thèse d'un Jules Durand, anarchiste.

Annexe

Elections municipales des 6 et 13 mai 1900

Echec des socialistes

Lors du scrutin du dimanche 6 mai 1900, les deux comités républicains arrivent en tête avec 36,7% des voix pour le Comité Central Républicain et Union Républicaine de Maillart et 35,4% pour le Comité Républicain Démocratique de Marais. Le Comité Electoral Socialiste Havrais recueille quant à lui 14,3% des suffrages ; la liste libérale et Patriotique engrange seulement 11,8% des voix[41].
C'est un échec pour les socialistes qui n'arrivent pas à mobiliser les ouvriers. Pourtant leur liste est emmenée par Charles Marck (Secrétaire général de la Bourse du Travail, ouvrier du port) qui obtient 1840 voix sur les six cantons du Havre, Raveau (Président du syndicat des typographes, président du Comité général de la Bourse du Travail) qui recueille 2556 suffrages, Rathier (Mécanicien, syndicat des marins) qui obtient 1204 voix et Verson (ouvrier du port) qui plafonne à 1166 voix. Parmi les candidats socialistes, c'est l'avocat Jennequin qui arrive en tête avec 3231 voix. Les militants ouvriers obtiennent moins que la moyenne de liste. Le taux d'abstention est de 43,32%, taux très important notamment dans les quartiers ouvriers (56% d'abstention dans le deuxième canton, rue des Etoupières, par exemple)[42] . Si l'on compare avec les 7709 syndiqués recensés à la Bourse du Travail pour l'année 1900, les socialistes sont loin de recueillir le vote ouvrier qui se réfugie ou dans l'abstention ou se reporte sur les candidats républicains. Déjà aux élections municipales lors du scrutin de ballotage du 10 Mai 1896, les socialistes ouvriers, sous l'étiquette Comité Républicain Socialiste, se plaçaient en queue de peloton, tous candidats confondus: Verson (2154 voix), Laville (2075 voix), J.Rathier (2056 voix), Castagné (2041 voix), Marck (2009 voix) et Duchesnay (1955 voix)[43].

A l'élection municipale du 6 mai 1900, la majorité absolue est de 7366 voix, seul Maillart est élu au premier tour mais Théodule Marais, déjà élu en 1896, conserve sa place de maire…

39 Mémoires de Charles Marck, op.cit. p. 54
40 *Vérités* du 15 juin au 15 juillet 1908
41 Jean Legoy, Le Peuple du Havre et son Histoire, 1800 à 1914, Le Havre, 1984, p.332

42 *Le Petit Havre* du Lundi 7 Mai 1900
43 *Le Petit Havre* des Dimanche 10-Lundi 11 Mai 1896

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com